

Directeur de la Publication: TIENTCHEU KAMENI Maurice

## Transition politique

# Cameroon : le crépuscule d'une démocratie émiéttée

- Alors que le président Biya est candidat à sa succession, sa capacité à gouverner est publiquement remise en cause dans le sérail.
- Durant les 30 dernières années, le Pouvoir a perdu des alliés qui sont morts ou ont fait défection.
- L'opposition battue depuis 1992 s'est recomposée progressivement, avec l'émergence de nouvelles figures.
- Les vieux arrangements politiques s'effondrent à cause du non-respect des accords de la tripartite de 1991.
- Etat des lieux au moment où un nouveau pacte devient urgent pour gérer la transition, réorganiser la coexistence et le partage du pouvoir. **Pp 5 - 9**



Léon Theiller Onana

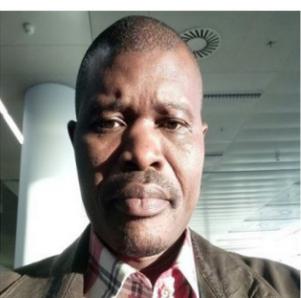


## « J'appelle à une ouverture et à un dialogue constructif... »

Militant du Rdpc et conseiller municipal de Monatélé, il réaffirme sa candidature et demande à affronter le président lors des primaires pour désigner le candidat du parti à la Présidentielle du 12 octobre. **P.3**

Dedicace

## 25 clés pour aborder la présidentielle



Dans un ouvrage récent paru dans le sillage de la prochaine présidentielle, le Directeur de Publication du journal mutations, ouvre les vannes sur les questions d'importance. **P.4**

Présidentielle 2025

## Kamto engage un nouveau bras de fer

Le président du Mrc a saisi le Conseil constitutionnel pour constater que la convocation du corps électoral est illégale car, Elecram n'a pas publié la liste électorale nationale. **P.4**

Théâtre

## Manoka ou la porte du malheur



« Manoka Express », la pièce de Martin Ambara, est un cri de révolte contre l'assujettissement de l'Africain depuis 600 ans. **P.10**

Présidentielle 2025

## Le pays retient son souffle



porteur d'un bulletin de vote. Les hymnes au changement hurlent de plus en plus fortement, dans les nuits noires où la survivance collective devient un impératif. Au seuil des espoirs, désormais cramoisés par des impérities d'un immobilisme persistant, l'appel à un sursaut collectif devient non un dilemme, mais une nécessité.

A l'heure des derniers soubresauts des plus vivaces contre le déclin, et de la nécessité de la survivance collective, les leçons de l'Histoire se forgent non dans le renoncement, mais dans la fréquentation des réalités irréfragables de la lutte pour l'autoréalisation. L'affrontement du culte de la personnalité, qui a transformé la fossilisation en déisme, devient non une humiliation, mais une exigence existentielle. Les lampes de la fronde incandescente pour la clarté incomparable des jours meilleurs, ne peuvent s'allumer que si nous prenons tous les chemins inverses de la crétinisation collective vers laquelle veut nous conduire le pouvoir actuel. Le cri des lampes éteintes et les saturations des crampes d'estomac, ne devrait plus guère conduire vers des illusions. Face au péril du perpétuel recommencement, il est temps de reprendre à l'unisson, les qualités les plus précieuses de l'humain, qui sont celles de la solidarité, de la convivialité, de la créativité, en vue d'un meilleur refaçonnement du Cameroun, afin de lui donner le futur que nous voulons.

Il s'agit d'un impératif qui n'est plus hors norme, mais qui relève de l'effet de la puissance créatrice de nos désirs communs. Il s'agit de poser la refondation des standards d'un renouvellement du pays, souhaité par l'immense majorité des Camerounais. Il s'agit de projeter un rêve et de l'assumer, dans toute la diversité des esclandres auxquels nous devrions faire face. Il s'agit de faire valoir les heurs de la volonté populaire, pour parvenir à une ascèse collective par les moyens des plus pacifiques. Le monde entier nous regarde

dans la stupeur de ce qui adviendra de l'Afrique, si jamais le renoncement continuait à l'emporter. Les générations futures nous interpellent dès maintenant, sur la partition que chacun de nous aura jouée ou fait jouer, pour le déclin de l'ensauvagement actuel auquel est confronté notre pays. La dynamique de la préservation, aussi tentante soit-elle, ne devrait pas être plus forte que la créativité d'un avenir que d'aucuns peinent à réinventer.

Au seuil du grand soir, signe de l'abandon du pouvoir, les accointances, les privilèges et les passe-droits, ne devraient pas faire oublier que la politique est un art d'abord au service des hommes. Le sort de ces derniers devrait dès lors constituer la prééminence des préoccupations permanentes. Dans ce sillage, les intérêts égoïstes, voire partisans, devraient être mis sous le boisseau. L'heure vient, et il est déjà venu, de rompre d'avec les atermoiements et les tergiversations de toutes sortes. Il convient dès lors aux Camerounais de surseoir d'avec le souffle dubitatif des luttes que l'on croit toujours perdues d'avance. Il urge de reprendre les routes vers les causes communes, afin de les resituer au centre des aspirations populaires, au travers d'une recherche inlassable du bien commun. A ce propos, nous devons nous laisser guider par l'âme des Pères fondateurs de notre nation. Martin Paul Samba, Rudolf Douala Manga Bell, Um Nyobe, Ossende Afana, etc, devraient nous servir de guide. De fait, ces trépignants nationalistes, ne furent ni plus ni moins que des guerriers pour une cause noble et juste, celle d'un Cameroun libéré de la fange de la pauvreté et du clanisme, auquel nous faisons face en ces jours. Ils ont su donner sans partage, leur amour pour leur peuple, au point d'y perdre leur vie. Soyons comme eux, de fidèles témoins de l'Histoire.

**TIENTCHEU KAMENI**

Le dimanche 13 juillet 2025, alors que les Camerounais s'apprêtaient à aller se coucher, après un week-end passé à se reposer ou à gérer diverses diligences, la nouvelle tombe comme un couperet. Le compte X du Président de la République, Paul Biya, annonce la candidature de ce dernier à l'élection présidentielle 2025. S'ensuit alors, un ébranlement inédit du pays, à travers des réactions en cascades sur les réseaux sociaux.

L'histoire s'emballa dès lors, dans un bégaiement inédit qui déforme le prisme des réalités et brise les moutures d'un renoncement que le peuple attendait. Les démons des années Biya refont surface, dans une mélodie répétitive et invasive, et une témérité digne des temps moyenâgeux, où les seigneurs régnaient sans partage sur les Principautés. Le revirement tant attendu n'a pas eu lieu, et la nature du pouvoir, haineuse et dédaigneuse vis-à-vis des citoyens, apparaît au grand jour. Les dés sont, une fois de plus, pipés et jetés. Les carillons synchronisés de l'appel du pays pour la survivance individuelle et collective, sonnent désormais pour chaque électeur

Convocation du corps électoral

## Sans surprise pour l'opposition

Au Sdf, Pcrn et Purs, une kyrielle d'activités est programmée. Les rangs se resserrent pour sensibiliser des citoyens.

*« pied un comité de pilotage pour la préparation et l'organisation de l'élection. Je pense que la pression va davantage monter. L'heure est au dépôt de candidature », poursuit le cadre du Pcrn.*

Les Camerounais vont élire leur prochain président le 12 octobre 2025. La convocation du corps électoral était attendue au sein des états-majors de l'opposition qui expriment leur satisfaction. « Nos impressions sont positives, je crois que nous sommes déjà préparés depuis longtemps, nous sommes sur le terrain, et nous allons poursuivre notre travail de terrain, pour encourager les citoyens à voter le bon candidat », lâche Olivier Mbah-Ndam Ngo, secrétaire régional aux droits de l'Homme du Social démocratique front (Sdf) dans la région du Centre. C'est le même son de cloche chez Aristide Eko'o, le secrétaire général adjoint du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (Pcrn), qui renchérit : « la convocation du corps électoral n'était pas un mythe, parce que la loi sur le sujet précise quand est ce qu'il doit être convoqué.



**Cabral Libii porté en triomphe, au congrès du PCRN le 24 Mai 2025 à Nkolafamba**

« Louis Mongo, coordonnateur départemental du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), ajoute : « Nous sommes restés sereins, on était dans l'attente de cette convocation. Paul Biya est resté légaliste. C'est le décalage qui nous aurait surpris. L'appel du corps électoral est synonyme que les dés sont lancés pour tous les acteurs politiques. »

### Ambiance

L'appel du corps électoral n'est pas une sinécure pour les leaders de l'opposition. Ces derniers ont un agenda très serré en interne, question de remobiliser les troupes. « L'ambiance au Purs est la même. Donc nous resserrons nos rangs. Nous nous mobilisons comme d'habitude. Tous les organes sont en branle

dans la préparation du scrutin à venir », fait savoir Louis Mongo. Après la phase de sensibilisation des citoyens à s'inscrire sur les listes électorales, les descentes sur le terrain vont s'orienter vers le vote des électeurs. « Nous sommes pour une alternance démocratique, à condition que chaque citoyen inscrit sur les listes électorales aille exprimer le droit de vote dans les urnes le 12 octobre prochain », laisse entendre Louis Mongo. « Nous continuons ce que nous avons commencé à faire, c'est-à-dire mailler le territoire, convaincre les Camerounais à adhérer au projet du président national Cabral Libii, à travers l'ouvrage qui présente sa vision sur le Cameroun que nous essayons de présenter via les campagnes de proximité et dans les médias », explique pour sa part Aristide Eko'o. « En outre, le président national, Cabral Libii, a mis sur

### Le SDF dans le sud

Une réunion de l'exécutif du SDF va se tenir le 19 juillet prochain dans la région du Sud. Olivier Mbah-Ndam Ngo explique que le président national, Joshua Osih, fait confiance à ses collaborateurs qui vont continuer à sensibiliser les Camerounais et les membres du parti. « Nous sommes déjà prêts pour l'élection d'octobre prochain », rassure le secrétaire régional aux droits de l'Homme, qui ajoute : « nous rassurons les électeurs que, pour cette année, nous allons mobiliser trois représentants dans chaque bureau pour contrôler le droit de vote. En le faisant, nous aurons la victoire, la réussite et le changement pour notre cher et beau pays le Cameroun », conclut M. Mbah-Ndam.

**Olivier Mbessité**

# Le Rdpc et ses propres démons

Le parti au pouvoir affiche désormais ses divisions sur la candidature de Paul Biya. Alors que les barons ne s'entendent plus, des voix s'élèvent comme des alternatives.

Le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), au pouvoir depuis plus de quatre décennies, traverse une crise interne historique. Pour la première fois, des voix issues de l'appareil du parti, se font entendre publiquement contre la candidature annoncée du président sortant, Paul Biya.

Plusieurs ministres et cadres dirigeants du Rdpc expriment leur malaise. René Sadi évoque un « 50 % de chances » que Biya se présente, tandis que Jacques Fame Ndongo assure qu'il est « à 100 % le candidat du Rdpc ». Ce désaccord public expose une unité vacillante au sommet du parti, semant la confusion parmi les militants. Paul Biya via ses réseaux sociaux, a fait taire ces querelles ce 13 juillet, en annonçant officiellement sa candidature.

## Démissions et appels au renoncement

L'analyste Landry Atangana explique que cette situation révèle une fracture assumée au sein du Rdpc, notamment l'absence d'une ligne claire, un manque de renouvellement et la crainte d'un vide du pouvoir. Le Rdpc pourra-t-il encore parler d'une seule voix ?

## Candidatures internes dissidentes

Symbole fort de ce malaise, Léon Theiller Onana, conseiller municipal Rdpc de Monatélé, a déclaré sa candidature à l'élection présidentielle début juillet. Il s'appuie sur une argumentation statutaire forte. Le dernier congrès du parti remontant à 2016, rendant la désignation de Biya juridique-



Paul Biya prononce son discours de campagne à l'élection présidentielle de 2018 à Maroua.

ment invalide. Il a saisi la justice pour contester la légitimité des instances dirigeantes. Theiller ne se contente pas de contester, il demande l'organisation d'un congrès et la tenue de primaires internes, critiquant une désignation « illégale et immorale » opérée en catimini. Son message cible non seulement les élites du Rdpc, mais aussi les militants qu'il appelle à choisir. Il préfère « la voix des militants » plutôt que l'imposition d'un candidat unique.

Après l'annonce de la candidature de Paul Biya, le

conseiller municipal, dans une sortie a argué que le chef de l'Etat n'était pas l'auteur de cette déclaration de candidature. Plus loin il réitère sa détermination à déposer sa candidature pour le compte du Rdpc. Si chose faite, le parti des flammes aura officiellement deux candidats pour l'élection présidentielle de 2025, encore qu'il faudra que le conseil constitutionnel valide cette seconde candidature. Il se veut toutefois conciliant en affirmant qu'il respectera le résultat des primaires internes du parti, peu importe le vainqueur.

Des voix bien connues, jadis laudatrices du président de la République, semblent avoir tourné le dos à Paul Biya. Le Pr Messanga Nyamding a déjà désigné 13 personnalités à suivre par les Biyaistes en cas de départ du président. Saint Eloi Bidoung, adjoint au maire de Yaoundé 6, avait demandé au parti de remplacer Paul Biya par le Pr Mathias Eric Owona Nguini.

La crise traverse aussi l'église catholique où certains prélats critiquent ouvertement le maintien de Biya au pouvoir. Des responsables religieux, comme le prêtre Bakaba et l'évêque de Bafia, Emmanuel Dassi Youfang, ont pris position au nom du réalisme, affirmant que certains militants, bien que loyaux, n'osent plus soutenir le président vieillissant.

## Enjeux à l'horizon

La dissidence grandissante au sein du Rdpc pose plusieurs questions. La question de la légitimité : un parti divisé est-il encore en mesure de représenter les citoyens ? Celle du renouvellement : la génération montante exige un parti prêt à se réinventer. Enfin la question de la stabilité : la division interne ouvre-t-elle la voie à une transition inévitable, ou à une implosion du parti longtemps hégémonique ?

Alors que les appels à la candidature de Biya se muent peu à peu en contre-appels visibles, l'opposition et la société civile y voient une opportunité. La fracture interne du parti présidentiel pourrait enfin offrir une fenêtre au changement. Cet épisode marque un tournant. La dissidence au sein du Rdpc n'étant plus feutrée. Elle se structure désormais en alternatives concrètes, autour de contraintes juridiques, appels publics et candidatures. En octobre, ces divisions pourraient bien marquer le début de la fin d'un monolithisme politique de 43 ans.

Guy Etom

## Léon Theiller Onana

# « J'appelle à une ouverture et à un dialogue constructif... »

Conseiller municipal à Monatélé, le militant est candidat à la candidature du Rdpc. Il est résolu à remplacer Paul Biya malgré l'opposition de la hiérarchie du parti au pouvoir.

**V**ous venez d'annoncer officiellement votre candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2025 sous les couleurs du Rdpc. Pourquoi avoir pris cette décision ?

J'ai pris la décision d'annoncer officiellement ma candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2025 sous les couleurs du Rdpc car, il est impératif d'apporter un souffle nouveau à notre pays. Ma candidature est une réponse à l'appel de la jeunesse et à la nécessité d'une refondation nationale. Il s'agit d'une démarche réfléchie, motivée par le désir de servir mon pays et de relever les défis actuels et futurs, notamment en raison de l'impossibilité statutaire d'une candidature de Paul Biya.

**Vous évoquez l'impossibilité statutaire de la candidature de Paul Biya. Pouvez-vous revenir sur ce point ?**

La question de l'inéligibilité statutaire de Paul Biya est au cœur de ma démarche. Les statuts de notre parti, le Rdpc, confèrent au congrès la qualité d'organe suprême. Or, le dernier congrès s'est tenu les 15 et 16 septembre 2011. L'article 18 alinéa 2 de nos statuts dispose que le congrès doit se tenir tous les cinq ans, avec la possibilité d'une prorogation

ou d'une abrogation par le bureau politique. Il est impératif de souligner que le bureau politique est un organe exécutif et non délibérant. En l'absence d'un congrès, il incombait au bureau politique de se réunir avant le 16 septembre 2016 afin de proroger le mandat du bureau national, y compris le leur. Cependant, cette réunion n'a eu lieu que le 3 novembre 2016, soit après l'expiration de leurs mandats. Cette situation nous a conduits à saisir le juge des référés du Tribunal de première instance du Centre administratif de Yaoundé. Bien que le juge ait reconnu notre qualité à agir, il s'est déclaré incompétent sur le fond, une décision que nous jugeons pour le moins surprenante. Nous avons interjeté appel de cette décision et avons également introduit une seconde requête en annulation des résolutions adoptées le 3 novembre. À ce jour, nous sommes dans l'attente de la fixation de la date de l'audience. Par ailleurs, nous sommes confrontés au refus des huissiers de justice de la ville de se saisir de notre dossier pour le notifier au président du tribunal. Ma position repose donc sur une lecture rigoureuse des dispositions statutaires et du règlement intérieur de notre parti. Je suis profondément



Leon Theiller Onana

convaincu que le Cameroun a impérativement besoin d'une alternance et de l'émergence d'une nouvelle génération de leaders pour poursuivre son progrès.

**Comment décririez-vous votre positionnement par rapport à Paul Biya ?**

Mon positionnement vis-à-vis de Paul Biya est celui d'un réformateur. Je m'engage activement pour un rassemblement de tous les Camerounais, afin de construire une économie plus juste, qui ne se laisse pas aveugler par les institutions de Bretton Woods, lesquelles, par ailleurs, contrôlent la gestion de nos matières premières.

Je reconnais et respecte l'œuvre ainsi que l'héritage du Président Biya, qui a di-

rigé notre pays durant de nombreuses années. Néanmoins, je suis profondément convaincu que le moment est venu pour une transition. Ma candidature ne doit pas être perçue comme une opposition frontale, mais plutôt comme la proposition d'une nouvelle direction, d'une approche renouvelée pour relever les défis futurs, tout en restant fidèle aux principes du Rdpc.

**Certains ministres, comme Jacques Fame Ndongo et René Sadi, ont affirmé que Biya reste le candidat unique du Rdpc. Comment réagissez-vous à leurs prises de position ?**

Je respecte les opinions des ministres comme Jacques Fame Ndongo et René Sadi, qui affirment que Paul Biya

reste le candidat unique du Rdpc. Cependant, je suis convaincu que la démocratie interne du parti doit permettre l'expression de différentes aspirations et visions. Le Rdpc est un grand parti et il est naturel que des débats et des candidatures émergent. Ma candidature est légitime et s'inscrit dans un processus démocratique. J'appelle à une ouverture et à un dialogue constructif au sein du parti pour que le meilleur projet pour le Cameroun puisse émerger, et surtout dans le respect des statuts.

**Vous lancez un appel à la jeunesse et à une refondation nationale. Quels sont les piliers de votre vision ?**

Ma vision repose sur plusieurs piliers essentiels pour une refondation nationale : - L'autonomisation de la jeunesse: Il est impératif d'investir dans l'éducation, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat pour offrir des opportunités concrètes à notre jeunesse, qui représente l'avenir de notre nation.

- La bonne gouvernance et la lutte contre la corruption: Nous devons restaurer la confiance des citoyens en renforçant la transparence, la responsabilité et l'intégrité à tous les niveaux de l'administration.

-Le développement économique inclusif: Il s'agit de diversifier notre économie, de soutenir les Pme, de créer des emplois décents et de

réduire les inégalités sociales et régionales.

-Le renforcement de l'unité nationale: Nous devons œuvrer à consolider la cohésion sociale et à valoriser la diversité culturelle de notre pays, en garantissant l'équité et le respect de tous.

-La modernisation des infrastructures et des services publics: accès à l'eau potable, à l'électricité, aux soins de santé de qualité et à un système éducatif performant pour tous les Camerounais.

**En conclusion, que répondez-vous aux cadres du Rdpc qui estiment que défier Biya est un « sacrilège » ?**

À ceux qui considèrent ma candidature comme un « sacrilège », je réponds que mon engagement est guidé par l'amour de ma patrie et la volonté de contribuer à son développement. Ma démarche n'est pas une défiance personnelle, mais une proposition pour l'avenir de notre parti et de notre nation. Le vrai sacrilège serait de ne pas écouter la voix du peuple, de ne pas anticiper les besoins d'une nouvelle ère et de ne pas offrir une perspective d'alternance et de renouveau. Je crois que le Rdpc est assez fort pour embrasser cette dynamique et pour se renouveler afin de rester en phase avec les aspirations de tous les Camerounais.

Propos recueillis par G. E.

# Kamto engage un nouveau bras de fer

Selon la requête déposée devant le Conseil constitutionnel, le président de la République a convoqué le corps électoral sans base légale car, Elecram n'a pas publié la liste électorale nationale.

L'élection présidentielle va-t-elle se tenir le 12 octobre prochain comme annoncée ? La question se pose au lendemain du dépôt d'une requête devant le Conseil constitutionnel par Maurice Kamto, le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) et candidat déclaré à ladite élection. En effet, il conteste la validité du décret présidentiel n° 2025/305, signé le 11 juillet, convoquant le corps électoral.

Selon le Collectif Sylvain Souop, mandaté par Maurice Kamto, la convocation électorale ne repose sur aucune base juridique identifiable. En effet, Elections Cameroon (Elecram) n'a toujours pas publié la liste électorale nationale, indispensable pour savoir si le corps électoral convoqué correspond à une version brute des inscrits ou à un fichier toiletté avec corrections et appositions. Or, le directeur général des élections à Elecram, Erick Essoussé, a indiqué, dans un communi-



Maurice Kamto

qué du 10 juillet, que cette étape corrective est encore en cours. La requête vise à ce que le Conseil constitutionnel déclare l'inexistence, en l'état, du corps électoral convocable, et en appelle à des mesures de régularisation pour préserver la sincérité et la transparence du scrutin

Parallèlement, un recours a aussi été déposé devant le

tribunal civil de Munich (Allemagne) au nom du professeur Alain Fogué Tedom et d'autres citoyens. Ce recours cible la société allemande Veridos & Devrient Giesecke, prestataire technique d'Elecram, leur demandant de publier la liste électorale sur leur plateforme et de se désolidariser de toute opération pouvant être entachée d'irrégularités électo-

rales.

Cette démarche judiciaire s'inscrit dans un contexte où la crédibilité des scrutins camerounais est jugée fragile, notamment en raison de la contestation des résultats de 2018. Kamto, figure de l'opposition, revendique des blocages structurels dans la préparation du fichier électoral depuis plusieurs mois. En cas

d'avis favorable du Conseil constitutionnel, plusieurs scénarios sont possibles. A savoir, le report ou renouvellement de la convocation électorale, la publication immédiate de la liste électorale nationale ou l'organisation d'un toilettage contradictoire, avec participation des acteurs concernés.

À défaut, le Conseil pourrait se déclarer incompétent, comme ce fut le cas pour des requêtes précédentes relatives au Mrc. Le Conseil constitutionnel doit rapidement statuer sur la nullité du corps électoral, déterminant si le scrutin du 12 octobre peut se tenir dans un cadre transparent. Dans les jours à venir, les réactions d'Elecram, du Conseil constitutionnel, du prestataire technique allemand et de l'opposition seront scrutées attentivement.

Ce contentieux pré-électoral met en lumière les défis institutionnels et techniques auxquels fait face le Cameroun à l'approche de sa présidentielle de 2025, au moment où la confiance dans les institutions clés - comme Elecram est plus que jamais d'actualité.

**Guy Etom**

## Dédicace

# 25 clés pour aborder la présidentielle

Dans son ouvrage en questions-réponses, présenté le 10 juillet 2025, le journaliste Georges Alain Boyomo entend prévenir les dérives à éviter.

L'espace public est en ébullition en cette veille de l'élection présidentielle d'octobre 2025. Les médias traditionnels et les réseaux sociaux sont des terrains fertiles des empoignades verbales, des fakenews et de la désinformation. Au regard des dérives observées çà et là au quotidien, le directeur de publication du quotidien Mutations, Georges Alain Boyomo, propose un opus pédagogique de 42 pages paru aux Editions Eclotions, intitulé «*Cameroun, 25 questions-réponses sur la présidentielle 2025*». Il est prescrit tel un vaccin contre l'épidémie des fakenews, le bouclier contre la manipulation décomplexée de l'opinion publique et un affranchissement de l'obscurantisme entretenu et calculé.

Selon le journaliste, cet opus est la promesse ou le gage d'un débat public informé et assumé, saint et serein, édifiant et structurant, loin des joutes taumachiques et hystériques qui nous sont servies ces dernières années sur des plateaux de talks shows télévisés ou sur les réseaux sociaux. Pour plus de précision, il explique que l'information en période électorale «*prend une valeur plus importante*»; il estime «*qu'à l'ère des réseaux sociaux et de l'intelli-*



Georges Alain Boyomo ok

gence artificielle l'information est l'enjeu principal d'une élection ».

L'information peut être la source de crispation sociale et des phénomènes regrettables. Pour ce faire, il est urgent de «*prévenir que de guérir* » Et l'auteur ajoute : «*Cet ouvrage s'inscrit dans le sens de la prévention, de rendre le système des élections serein, visant à éclairer ceux qui sont parties prenantes à cette élection. Ce livre est inclusif par rapport à la pédagogie*

électorale, il est un phare qui va éclairer certainement d'un jour nouveau notre espoir, pour que le Cameroun puisse connaître la paix avant, pendant et après les élections ».

Rhoméo Mbadzama Awono, diplomate et juriste, dans sa note de lecture au cours de la cérémonie de dédicace, laisse entendre que le livre poursuit la mission principale qui est de «*recadrer les débats politiques au sujet de la présidentielle de 2025, l'auteur aspire à éclairer*

le peuple, à lui éviter la propagation des fausses nouvelles, des fausses informations et de la surenchère verbale qui sont les prémices de la division et de la violence ». En outre, il ajoute que l'objectif du livre se précise : «*empêcher la promotion de la violence et encourager une couverture médiatique équitable et équilibrée de tous les candidats à l'élection présidentielle* » (P 35). Il insiste sur la nécessité d'éviter les discours de haine et la violence électorale (Pp 40-

41).

A travers ses 25 questions-réponses, le livre fait une exploration approfondie des enjeux électoraux. On y retrouve les arguments et les contre-arguments à la candidature du président sortant Paul Biya, âgé de 92 ans, 43 ans de magistrature suprême. L'ouvrage fait également une présentation des partis politiques autorisés à proposer les candidats. Il aborde le rôle crucial d'Election Cameroun (Elecram), ainsi que l'importance de l'observation électorale et le défi du vote de la diaspora.

L'œuvre s'articule sur une partie de 25 questions, chacune accompagnée de la réponse subséquente. Dans son analyse, l'auteur contextualise les faits, les acteurs et les actants du jeu politique camerounais, dans leurs diverses dynamiques remontant à l'élection d'octobre 1992. Ce qui justifié la prise de parole de Zacharie Ngniman, éditorialiste émérite et conférencier, qui a entretenu les professionnels des médias sur le thème : «*Présidentielle 2025 : le journaliste éclairé et objecteur de conscience* ». Il conclut sa pensée par cette prescription : le journaliste ne doit jamais se débarrasser de cette boussole entre «*l'idéal professionnel, l'environnement, la volonté politique et les attentes populaires* ».

**Olivier Mbessité**

# L'urgence d'un nouveau pacte politique

La scène politique camerounaise est en ébullition. Elle ne l'est pas uniquement à l'occasion de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025. Des années avant ce rendez-vous, le débat s'est cristallisé sur la fin du règne de Paul Biya, aujourd'hui âgé de 92 ans. Alors qu'il a formellement annoncé sa candidature, ce débat ne s'est guère arrêté pour autant ; ni dans son parti le Rdp, ni sur la scène politique, ni sur l'espace public en général. Le principal ressort de la polémique est l'âge du président et sa capacité à gouverner, tant Paul Biya est absent comme il ne l'a jamais été. Si le président de la République a si bien dominé la scène politique nationale durant 43 ans, c'est en partie parce que son prédécesseur, Ahmadou Ahidjo, avait organisé une transition harmonieuse ; et parce que Paul Biya avait su négocier un consensus minimal autour de sa personne durant la crise de la décennie 1990. Trente ans plus tard, son long règne et sa propre gouvernance ont contribué à déconstruire ce consensus. En outre, la scène politique a évolué : des alliés ont disparu, d'autres ont fait défection et l'opposition a muté. Le présent dossier fait un état des lieux des vieux arrangements politiques dans un contexte de transformation où il devient urgent de réorganiser la coexistence, le partage du pouvoir et la transition.



1992-2025

## Le crépuscule d'une démocratie à bout de souffle

Au sortir des années de braise, plusieurs arrangements ont permis au Président Biya de dominer la scène politique pendant 30 ans. Alors que le débat divise sur son âge et sa capacité à gouverner, plusieurs alliés manquent à l'appel, morts ou ayant fait défection.

une aile de l'Upc et soutenait Paul Biya. Candidat à l'élection présidentielle de 1997 que les poids lourds de l'opposition avaient boycottée, il avait décroché la deuxième place avec 2,5% des suffrages, derrière Paul Biya (92,7%). Le mathématicien entra au gouvernement. Il en sortit pour s'effacer inexorablement de la scène politique.

**P**aul Biya pourrait bien manifester des accès de mélancolie au regard des chamboulements en cours dans l'arène politique au Cameroun à la veille de l'élection présidentielle. Assistant aux défections de ses alliés traditionnels et à la discorde chez ses lieutenants autour de sa candidature et sur les rôles à jouer, il restera au vieux président, âgé de 92 ans, le souvenir d'un passé glorieux, du temps de sa splendeur. En effet, les 30 dernières années ont été celles de ce qu'il a lui-même appelée "*la démocratie apaisée*", pour marquer la rupture avec les années agitées du début de la décennie 1990.

Après avoir pu maintenir sa barque de 1990 à 1992, le chef de l'Etat s'était ensuite appuyé sur les acquis de ces années trouble pour trouver le juste équilibre politique. La démocratie avait été mise sous contrôle. Le multipartisme camerounais affichait un parti dominant, qui avait passé ses accords en interne et s'était allié à une partie de l'opposition, laissant aux camps adverses radicaux une expression sans réel danger. Même ce camp d'en-face, incarné par le Sdf de John Fru Ndi, a fini par ne plus mordre, devenant plutôt conciliant. Au sortir des élections législatives et de la présidentielle de 1992, le Rdp s'était relancé et a progressivement repris le terrain perdu en ne laissant à l'opposition qu'une portion congrue dans l'espace politique et les institutions. De quoi la réduire à l'état végétatif. Il n'empêche que

cette "*démocratie apaisée*" servait à polir l'image de Paul Biya sur une scène internationale devenue plus exigeante sur le pluralisme politique et la gouvernance démocratique.

### Pouvoir taillé sur mesure

En interne pourtant, il s'agissait d'un pluralisme limité et encadré, avec une répression des revendications populaires : grèves, marches et contestations électorales. Le pouvoir expliquant tout par la nécessité de préserver la paix et l'ordre, restreignant le régime des libertés sur lesquelles il avait cédé au terme des lois du 19 décembre 1990. La conférence tripartite de 1991, en lieu et place de la conférence nationale souveraine jugée « *sans objet* » par le président, avait inauguré l'ère des concertations « *civilisées* » imposées par le gouvernement qui en fixait toujours le cadrage et l'agenda. En plaçant sous coupe réglée le jeu politique, Paul Biya avait aussi réussi à se tailler une architecture institutionnelle sur mesure dont l'acte le plus abouti a été la levée de la limitation du mandat présidentiel en 2018. Le président a ainsi pu vieillir au pouvoir. Aujourd'hui encore, il est annoncé pour briguer un énième mandat tant que lui reste une once de vie.

Si au cours des 30 glorieuses du système Biya, la domination politique a été quasi-totale, celle-ci a aussi caché un mouvement naturel. Celui de l'effritement continu des arran-

gements politiques qui ont permis de garantir l'équilibre retrouvé au sortir des années de braise. Il s'agit notamment de la cohésion dans son propre parti et des alliances avec une certaine opposition. Les fissures qui sont si visibles sur l'édifice aujourd'hui, ne sont que le résultat de l'usure du temps. Issa Tchiroma Bakary, qui a formellement démissionné du gouvernement, et Bello Bouba Maigari, qui s'en est éloigné, expliquent tous les deux que la base politique de leurs partis respectifs, demande la fin de la collaboration avec le parti au pouvoir. Il ne fait aucun doute que ces opposants d'hier ont fait défection au camp présidentiel en se déclarant candidats à la prochaine élection présidentielle. Tchiroma n'avait jamais lorgné la magistrature suprême durant toutes ces années où il a fait des va-et-vient au sein de l'opposition et du pouvoir, marqués par un premier séjour au gouvernement de 1992 à 1996, puis un rappel en 2009 pour y rester jusqu'à sa démission le 24 juin 2025. Quant à Bello, il n'avait plus été candidat depuis la présidentielle de 1992, et n'a plus quitté le gouvernement depuis la signature en 1997 de la plateforme de collaboration avec le Rdp.

### La présence des morts

Il y a donc lieu de s'interroger sur les rapports que le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdp) va désormais entretenir avec les partis politiques de ces

deux cadors : le Front pour le salut national du Cameroun (Fsn) d'Issa Tchiroma Bakary et l'Union nationale pour de démocratie et le progrès (Undp) de Bello Bouba Maigari. Dans tous les cas, la donne nouvelle laisse constater des absences jusque-là muettes, qui deviennent parlantes. En effet, Paul Biya aurait pu compter sur d'autres figures non moins importantes, comme Dakolé Daïssala du Mouvement pour la Défense de la République (Mdr) grâce à qui le Rdp avait pu se sauver en constituant une majorité au sortir des législatives de 1992. Ce fut l'alliance inaugurale. Il y aura eu Augustin Frédéric Kodock qui trônait sur l'une des nombreuses factions de l'Union des populations du Cameroun (Upc), l'historique parti nationaliste. La même année 1992, ses 18 députés devenus alliés du Rdp avaient permis au parti au pouvoir de consolider une coalition fragile à l'Assemblée nationale. Un autre qui avait répondu présent c'est Antar Gassagay du Parti national pour le progrès (Pnp), moins flamboyant sur l'échiquier politique certes, mais utile comme soutien. Ces trois opposants, devenus des alliés du pouvoir, sont morts l'un après l'autre, laissant un vide jamais comblé. L'Upc orpheline de Kodock continue de se déchirer et de s'affaiblir, tout comme le Mdr de Dakolé Daïssala. Quant au Pnp d'Antar Gassagay, il est atone.

Quelques vivants manquent à l'appel, à l'instar du Pr Henri Hogbe Nlend qui, à une époque, animait

### L'équation du Grand Nord

Le Grand Nord compte encore des alliés à Paul Biya. C'est le cas de Garga Haman Adjou de l'Alliance pour la Démocratie et le Développement (Add) et d'Hamadou Moustapha de l'Alliance nationale pour la Démocratie et le Progrès (Andp). La viabilité de ces alliances peut être questionnée aujourd'hui, à l'aune des confidences du défunt vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, Amadou Ali, qui affirmait que les trois régions septentrionales n'étaient en alliance qu'avec Paul Biya et avec personne d'autre. Or voici qu'Issa Tchiroma Bakary a quitté le camp présidentiel en déclarant que « *le Président ne gouverne plus* », laissant entendre que d'autres mains ont pris le pouvoir.

Si les arrangements politiques ont été noués autour de la figure du président, le débat sur son âge et sa capacité à gouverner prend tout son sens. Il trahit surtout l'effritement du vieux consensus qui a jusqu'ici prévalu dans le sérail. La question ne semble plus de savoir si le président Biya remplira pour un 8ème mandat à la tête du Cameroun. L'enjeu porte désormais sur la négociation d'un nouvel équilibre politique dans une fin de règne incertaine.

**Assongmo Ncedem**

Alliance Undp-Rdpc

# Bello sort de l'ombre de Biya

Compagnon de la première heure du président, le leader de l'Undp a ensuite été un maillon clé de l'équilibre politique depuis 1997. Il signe son retour dans l'opposition.



Bello Bouba Maigari

L'alliance entre l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) et le Rassemblement démocratique du peuple Camerounais (RDPC) n'était pas fortuite. Il faut rappeler que leurs leaders respectifs, Bello Bouba Maigari et Paul Biya, ont été des collaborateurs sous le règne du président Ahmadou Ahidjo. Plus tard, Bello Bouba Maigari devient le tout premier Premier Ministre du Président Paul Biya, de novembre 1982

à août 1983. Les deux hommes hauts commis de l'Etat, sont proches. Mais leurs rapports se dégradent à la suite du coup d'Etat manqué du 6 avril 1984. Bello Bouba Maigari se réfugie au Nigéria. Il annonce la création de l'Undp en France en 1990. L'Undp est fondée le 9 février 1991 sous le vent du multipartisme. C'est un parti bien établi dans la région du Nord Cameroun et au-delà. Il a une base électorale solide et une organisation bien struc-

turée ; ce qui lui permet de mobiliser des soutiens et de participer à la vie politique camerounaise. Membre du gouvernement, Bello Bouba Maigari a un accès direct aux leviers du pouvoir, pour renforcer son influence politique dans la région et exercer un contrôle sur certains aspects de la vie locale. Après l'échec à la présidentielle d'octobre 1992 et le boycott de l'élection présidentielle de 1997, Bello Bouba Maigari dé-

cide à nouveau d'accompagner le président Paul Biya à travers une alliance. Lors des présidentielles de 2004, 2011 et 2018, son parti va soutenir le candidat du Rdpc. En octobre 2025, une nouvelle page de l'histoire s'est ouverte. Bello Bouba Maigari a rompu l'alliance avec Paul Biya. Il va challenger le candidat du parti au pouvoir. Le départ de l'Undp, longtemps considéré comme un partenaire stratégique, marque une nouvelle perte d'influence pour le parti présidentiel. Mais la rupture redessine la carte électorale. L'entrée en lice d'un candidat soutenu par l'Undp, fort d'un ancrage local solide, pourrait fragmenter le vote et favoriser des dynamiques inattendues. Bello Bouba Maigari a pour acquis son expérience dans le gouvernement comme ministre et ministre d'Etat depuis 1997. Il a tenu des portefeuilles stratégiques : le Développement industriel et commercial, les Postes et Télécommunications, enfin le Tourisme et les Loisirs.

Olivier Mbessité

Alliance Mdr-Rdpc

# Le sauveur d'hier

Par pragmatisme politique, feu Dakolé Daïssala avait su tenir Paul Biya dans un moment critique en 1992.



Dakolé Daïssala est mort sénateur

Originaire de la Région de l'Extrême-Nord, Dakolé Daïssala fut un détracteur du régime en place. L'homme est arrêté au lendemain du coup d'Etat manqué du 6 avril 1984. Dé-

Alliance Upc-Rdpc

# Le parti historique

Aujourd'hui comme hier, les upécistes qui ont choisi de s'allier au pouvoir se déchirent et perdent en crédibilité.

L'alliance entre l'Union des populations du Cameroun (UPC) et le Rdpc, parti au pouvoir, est signée le 28 septembre 1992, sous la houlette d'Augustin Frédéric Kodock, le leader d'une des factions de l'wUpc accusé par ses anciens camarades d'avoir trahi le combat nationaliste. Au terme de cette alliance, A. F. Kodock soutient le candidat Paul Biya à la présidence d'octobre puis rejoint la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale avec les 18 députés de sa for-



Augustin Frédéric Kodock



Henri Hogbe Nlend

Alliance Fsnrc-Rdpc

# Tchiroma rejette le pouvoir par procuration

En quittant le gouvernement et en annonçant sa candidature pour la présidentielle, il dénonce la prise en otage du Président Biya.



Paul Biya et Issa Tchiroma Bakary

Issa Tchiroma Bakary est un autre poids lourd de la politique dans le septentrion. Il a occupé plusieurs postes politiques. En 1992, cet initiateur de la marche du 17 janvier 1991 à Garoua est élu député à l'Assemblée nationale. Du 27 novembre 1992 au 19 septembre 1996, il est ministre des Transports, puis revient dans l'exécutif en 2009 comme ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement. Sa démission intervient le 24 juin 2025 alors qu'il est le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle. En rappel, l'entrée d'Issa Tchiroma

Bakary au gouvernement du 27 novembre 1992 lui vaut une exclusion de l'Undp. Après un compagnonnage avec Hamadou Moustapha, un autre exclu de l'Undp, Issa Tchiroma Bakary crée le Front pour le salut national du Cameroun (Fsnrc) en 2008. Au lendemain de la modification constitutionnelle qui fait disparaître la limitation du nombre de mandats présidentiels, Issa Tchiroma Bakary, qui a soutenu cette réforme de la loi fondamentale, entre au gouvernement de 2009 et y reste jusqu'à sa démission en 2025. Soit 16 ans. En 35 ans de multipartisme, le président du Fsnrc n'avait jamais brigué

la magistrature suprême. Et voici qu'en 2025, il a annoncé sa candidature, expliquant que le Président Biya ne gouverne plus probablement à cause de son âge avancé. Pas question pour lui de soutenir ceux qui exercent désormais le pouvoir par procuration. Plus que sa démission du gouvernement et l'annonce de sa candidature, ce sont ses justifications qui constituent un camouflet pour une faction des militants du Rdpc. Ceux-là qui signent mordicus sur un 8ème mandat de Paul Biya. Dans tous les cas, le glas de l'alliance Fsnrc-Rdpc semble avoir sonné. Comme pour consommer le divorce, Issa Tchiroma a signé un communiqué dans lequel il accuse son ancien camp allié de manœuvres de déstabilisation. « Des pressions politiques et financières ont été exercées sur plusieurs cadres influents dans le but manifeste de provoquer leur départ », se plaint-il. Depuis sa création, le Fsnrc est devenu une force politique qui affirme sa puissance dans le Grand Nord avec des députés et des conseillers municipaux. Soit trois députés, 16 mairies sous contrôle, la mairie de la ville de Ngaoundéré, un poste de conseiller régional dans l'Adamaoua et un sénateur nommé. Quant au leader, il connaît bien les rouages de la politique et son mode opératoire au Cameroun. Suffisant pour que le pouvoir rameute ses troupes.

Olivier Mbessité

# n'est plus

taire sa rancœur pour sou-

tenu durant 7 ans sans être jugé, ni inculpé, il est libéré en 1991, et prend part aux élections législatives de 1992 avec son parti le Mouvement pour la défense de la république (Mdr). Dakolé Daïssala remporte six sièges. Contre toute attente, il tisse l'alliance déterminante qui a permis au Rdpc, qui n'avait que 88 députés, de disposer d'une majorité et de garder la main sur une Assemblée nationale de 180 élus.

Le leader du Mdr explique alors « *n'avoir fait aucune alliance avec le Rdpc, mais plutôt avec le Président Paul Biya* ». Il poursuit que son alliance vise à maintenir la paix au Cameroun. A la suite de son ralliement au pouvoir, d'autres vont suivre le mouvement. D'abord l'Upc d'Augustin Frédéric Kodock la même année 1992. Puis l'Undp de Bello Bouba Maïgari en 1997, sans compter d'autres comme Issa Tchir

roma du Fsn, Hamadou Moustapha de l'Andp ou encore Hele Pierre finalement rentré au Rdpc. Le sénateur Paulin Djourwe, porte-parole du Mdr, peut se vanter que le parti ait montré la voie. Dakolé Daïssala est décédé le 9 août 2022 des suites de maladie alors qu'il était sénateur nommé par le Président Biya. Le Mdr est aujourd'hui englué dans des batailles juridiques de succession à la tête du parti. Le fils du fondateur, Dakolé Daïssala Tigana Tassi, est à couteau tiré avec le sénateur Paulin Djourwe. Le second a déposé une plainte demandant l'annulation d'une convention, qu'il qualifie de « *frauduleuse* », initiée par le premier. Si Paulin Djourwe a signifié son soutien à Paul Biya lors de la présidentielle à venir, il reste encore à mesurer le poids d'un tel ralliement. Dans tous les cas, le Mdr n'a plus l'importance stratégique de 1992 et est orphelin de son leader historique.

Olivier Mbessité

## vendu aux enchères

mation. De quoi renforcer la majorité fragile que le Rdpc avait constituée avec le Mdr de Dakolé Daïssala. De 1992 à 2007, A. F. Kodock enchaîne trois mandats de député. Parallèlement à cette carrière d' élu, il entre au gouvernement. Il est remercié en 1997, puis rappelé en 2002 pour y séjourner jusqu'en 2007. Il aura occupé le portefeuille du Plan et de l'Aménagement du Territoire, ensuite celui de l'Agriculture, devenant même Ministre d'Etat.

Bapoo Lipot Robert, un des héritiers de Kodock, ancien député à l'Assemblée nationale, fait pourtant remarquer que l'alliance Upc-Rdpc fut un acte majeur réalisé par « *le très regretté Secrétaire général Augustin Frédéric Kodock* », dans un souci de faire du dialogue républicain, un fondement de la démocratie. C'est grâce à elle que le Cameroun, jusqu'à ce jour, a su surmonter les obstacles inhérents aux aléas du processus démocratique en Afrique. « *La paix et la sécurité institutionnelle qui norment la vie politique dans notre pays, constituent les fruits de l'alliance née dans un contexte difficile* », explique-t-il.

Augustin Frédéric Kodock ne fut pas le seul upéciste à la solde de Paul Biya. Henri Hogbe Nlend, qui dirige une autre tendance de l'Upc, sert de faire-valoir comme candidat à l'élection présidentielle de 1997 que les ténors de l'opposition ont boycottée. Au terme de l'élection à laquelle il est deuxième avec 2,5% des voix, le Pr Hogbe Nlend est nommé Ministre de la Recherche scientifique.

Si les alliances ont servi des intérêts individuels, l'Upc s'est affaibli au fil des années de dissensions internes et de ralliement au pouvoir. De 18 députés en 1992, le parti, toute tendance confondue, a progressivement perdu du terrain si bien que lors des dernières législatives et municipales de 2020, il n'a récolté aucun élu, battu jusque dans ses fiefs du Nyong et Kelle et de la Sanaga Maritime. Cette dégringolade avait causé le limogeage de Kodock du gouvernement en 2007, après la perte de son mandat de député. Le retour dans l'opposition n'a plus jamais porté. Sa tentative de candidature à l'élection présidentielle de 2011 a été stoppée par le Conseil constitutionnel. Il meurt en octobre au lendemain du scrutin. Quant à Henri Hogbe Nlend, il a disparu de la scène politique depuis des années. Le pouvoir de Paul Biya a toujours su utiliser ces deux upécistes ennemis pour les affaiblir et se renforcer en temps que de besoin.

La donne n'a pas changé avec les héritiers de ces tendances « *gouvernementales* » de l'Upc. On a vu le Ministre de l'Administration Territoriale s'ingérer dans les affaires internes de ce parti pour imposer Robert Bapoo Lipot comme secrétaire général, au détriment des responsables désignés selon les mécanismes prévus. Le désordre accentué dans la famille Upc a souvent causé le rejet de ses candidatures aux élections. Lors des sénatoriales de 2018, seuls deux listes ont été retenues sur les neuf déposées. Aux municipales et législatives 2020, le pouvoir en place retenu que cinq listes sur les 22 déposées. Ce qui fait dire que l'Upc ne sert plus que des positionnements individuels et ne saurait mobiliser un électorat crédible.

Assongmo Ncedem et Olivier Mbessité

## Camp présidentiel

# Que pèsent les alliés restants?

Garga Haman Adj, Hamadou Moustapha ou encore Jean de Dieu Momo ont à une époque inquiété le Pouvoir, avant de le rejoindre.



Jean de Dieu Momo



Garga Haman Adj

Garga Haman Adj, l'incorruptible

Homme de poigne, Garga Haman Adj entre dans l'histoire politique du pays en 1992. Après avoir démissionné du gouvernement dénonçant un « *système pourri par la corruption et l'impunité* », il devient directeur de campagne de John Fru Ndi du Social democratic front (Sdf) lors de la présidentielle la plus disputée de l'histoire du Cameroun. Malgré la courte défaite (35,9 % contre 39,9 % pour Biya selon les résultats officiels contestés), il garde une proximité prudente avec le Sdf, lui qui avait fondé son parti depuis juin 1991 : l'Alliance pour la démocratie et le développement (Add).

Sa carrière électorale reflète sa stature morale plus que son poids politique. Lors de la présidentielle de 2004, il obtient 3,73 % des suffrages, soit environ 160 000 voix, loin derrière Paul Biya (70,92 %) et Fru Ndi (17,40 %). En 2011, il récidive avec 3,21 %, quatrième du scrutin, toujours avec un discours anticorruption et anti-népotisme. En 2018, il annonce sa candidature mais se retire avant l'échéance officielle, dénonçant un processus électoral verrouillé d'avance. Pour ce même scrutin, il accuse Maurice Kamto du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (Mrc) d'avoir plagié le programme économique de l'Add, et refuse toute alliance, déclarant que son parti « *ne s'alignera jamais derrière personne* ». Aux législatives et municipales, l'Add obtient régu-



Hamadou Moustapha

lièrement des sièges de conseillers municipaux dans l'Extrême-Nord. Garga Haman lui-même siège depuis 2020 comme conseiller municipal de Maroua 1er. Inspecteur général d'Etat, Ministre et opposant « *incorruptible* », Garga Haman Adj reste l'une des figures les plus fascinantes du paysage politique camerounais. Et pour cause, aussi curieux que ce cela puisse paraître, il appelle Paul Biya « *sauveur* », déclarant dans les colonnes du journal Mutations en 2014 : « *Je n'oublie pas que c'est Paul Biya qui m'a sorti de l'ombre en me nommant Ministre. Sans lui, je serais resté inspecteur.* » Son discours se déploie en deux temps : un respect presque filial pour Paul Biya, suivi d'un coup de massue implacable. Dans la même interview, il précisait : « *Je ne cautionne cependant pas sa manière de gérer ce pays. Trop de corruption, trop d'injustice.* »

Jean de Dieu Momo : le salaire des 9 disparus

Jean De Dieu Momo, aujourd'hui Ministre délégué auprès du Ministre de la Justice, s'est fait connaître par l'affaire des « *9 disparus de Bépanda* », du nom de ces jeunes hommes, arrêtés en février 2000 dans le cadre du Commandement opérationnel dirigé par le général Philippe Mpay, jamais revus. A l'époque, Me Momo se positionne en défenseur acharné des familles, dénonçant un crime d'Etat et une violation flagrante des droits humains. Il devient

l'avocat médiatique des sans-voix, à l'image de ses références : Nelson Mandela et le maître irlandais Connelly qu'il cite encore dans ses discours.

Fondateur du parti des Patriotes Démocrates pour le Développement du Cameroun (Paddec) en 2010 après une candidature présidentielle sans succès en 2004, il prône la moralisation de la vie publique et une gouvernance intègre. Mais le virage est amorcé en 2018 lorsqu'il rallie le « *G20* » pour soutenir Paul Biya. Lui, qui dénonçait la mainmise du Rdpc, justifie son choix par un « *patriotisme constructif* ». Nommé Ministre en janvier 2019, il intègre un gouvernement qu'il combattait la veille. Pour ses adversaires, ce revirement symbolise l'échec de son combat. Pour lui, il s'agit d'« *influencer de l'intérieur* ».

Depuis, ses prises de parole nourrissent la polémique. Lors des marches interdites du Mrc en juin 2020, il traite ses adversaires d'« *irresponsables qui envoient les enfants des autres manifester* ». L'honorable Jean Michel Nintcheu lui reproche alors d'avoir « *racketté* » les familles des disparus de Bépanda, provoquant un échange d'insultes violentes sur Facebook. « *Sale petit con... je suis le maître Connelly de la résistance* », réplique Momo, suscitant stupeur et indignation, y compris parmi ses anciens soutiens.

Avocat au Tribunal pénal international des Nations unies pour le Rwanda (Tpir) en 2006, chantre de la justice, Jean De

Dieu Momo apparaît aujourd'hui comme un tribun solitaire, plus prompt aux diatribes qu'aux propositions concrètes. Son parti, le Paddec, réduit à un rôle d'appoint au Rdpc, ne pèse guère sur l'échiquier électoral.

Hamadou Moustapha, l'art du compromis

Quasiment inconnu du grand public, Hamadou Moustapha cultive la discrétion depuis ses débuts. Vice-président et député de l'Undp en 1992, il est viré du parti après sa cooptation dans le gouvernement par Paul Biya. Plutôt que l'intégration dans le Rdpc, le parti au pouvoir, Hamadou Moustapha choisit la création de sa propre formation politique en 1992 : l'Alliance nationale pour la démocratie et le progrès (Andp).

Le premier congrès du parti se tiendra quatre ans plus tard, en octobre 1996. Dès sa création, l'Andp adopte une posture legaliste et modérée, se plaçant comme un allié stratégique du pouvoir, loin de la radicalité de l'opposition incarnée alors par l'Undp de Bello Bouba Maïgari.

Cette option d'accompagnement au pouvoir se consolide avec le temps. Lors du remaniement du 2 octobre 2015, Hamadou Moustapha est nommé Ministre chargé de mission à la Présidence de la République. Depuis, il reste fidèle au Président Paul Biya, revendiquant un discours axé sur l'unité nationale, la paix et la défense des intérêts du Grand Nord. Au fil des élections, l'Andp voit néanmoins ses performances décliner, fragilisées par la montée en puissance du Rdpc et l'émergence de nouvelles formations, comme le Fsn d'Issa Tchiroma Bakary. Aujourd'hui, le parti ne dispose plus d'élus locaux dans le septentrion, bien qu'il conserve un sénateur nommé dans la région de l'Est.

Dans un contexte où la présidentielle de 2025 cristallise les positionnements, Hamadou Moustapha a clarifié sa position vendredi 11 juillet 2025 dans le journal Cameroon Tribune : « *Qu'il n'y ait pas de doute dans la tête de certains. Je ne me présente pas à l'élection présidentielle de 2025. Je soutiens la candidature du Président Paul Biya.* » Un soutien qui réaffirme l'ADN politique du président de l'Andp, fondé sur la stratégie du compromis et de la fidélité au pouvoir en place.

Alain Leuwat

Paul Biya

# Président absent, candidat fantôme

Son silence fissure son propre camp, jetant un discrédit sur la gouvernance actuelle du Cameroun.

Régissant à l'annonce de la candidature de Paul Biya à l'élection présidentielle du 12 octobre prochain, un internaute sur Facebook a demandé à voir la vidéo dans laquelle le Président s'adresse lui-même à ses compatriotes. A bien comprendre cette personne, elle voudrait être convaincue que cette candidature est véritablement le choix du concerné. Cette réaction, propre au ton sur les réseaux sociaux, et somme toute anecdotique, révèle toutefois quelque chose de sérieux : le doute sur la capacité du chef de l'Etat, à prendre lui-même les décisions qui le concernent. Ce doute est partagé par plusieurs Camerounais, jusqu'au sommet de l'Etat et à l'intérieur du Rdpc, le parti au pouvoir.

Le sujet sur la capacité du président à gouverner a cessé d'être un tabou. Le débat a cours au Cameroun et dans les circuits diplomatiques internationaux. Paul Biya a 92 ans. Plus de 43 ans au pouvoir, ça use forcément. En juillet 2022, il avait personnellement déclaré : « vous saurez si je reste, ou si je vais au village ». Cette réponse arrivait après la question d'une journaliste française qui lui demandait s'il briguerait un 8ème mandat en 2025. Voici donc le président candidat à sa succession. « Paul Biya a refusé de rentrer au village. » Cette phrase est dite avec ironie dans le camp de Cabral Libii, un autre candidat dé-



Paul Biya au cours de l'une de ses rares sorties de campagne en 2018.

claré.

Jusque dans le sérail, la discussion a cours sur la capacité de Paul Biya à gouverner. « Le président ne gouverne plus », a déclaré, péremptoire, Issa Tchiroma Bakary, pour expliquer sa démission du gouvernement le 24 juin dernier, suivie de sa déclaration de candidature. Même René Emmanuel Sadi, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, et ancien secrétaire général du Comité central du Rdpc, a relevé que la candidature ou la non-candidature du président se jouait sur du 50/50. Le message est passé, même si cette sortie a vite été corrigée par le Ministre

Fame Ndongo, secrétaire à la communication du Rdpc ; et que Paul Biya est finalement candidat. Si le règne du Président a été marqué par une présence parcimonieuse, une gouvernance silencieuse et des longs séjours à l'étranger, il est aussi remarqué que son emprise sur le fonctionnement de l'Etat n'est plus visible ces dernières années. Plusieurs membres du gouvernement n'ont pas été bougés depuis 10 ans voire 20 ans. Le gouvernement actuel du Premier Ministre Joseph Dion Ngute est en place depuis le 4 janvier 2019. Le 16 janvier, le Président tenait le dernier conseil des ministres. Des postes ministériels

sont aujourd'hui sans titulaire et attendent une nomination. Quatre ministres sont décédés et ne sont pas remplacés. D'autres instances comme le Conseil national de la magistrature ne se tiennent plus. En 2024, Paul Biya a passé 42 jours hors du pays sans une communication officielle claire. Si cette durée inédite avait ouvert la voie à toute sorte de supputations, il apparaît clairement que le Président est de plus en plus invisible, absent des instances collégiales d'exercice du pouvoir. Il gère par décrets et sur « hautes instructions » selon la formule utilisée par le secrétaire général de la Présidence de la Ré-

publique (SGPR), Ferdinand Ngoh Ngoh. A tort ou à raison, celui-ci est présenté comme celui qui exerce le pouvoir par procuration, surtout depuis 2019 qu'il a reçu du Président, la délégation permanente de signature. Un acte qui n'avait rien d'inédit en son temps.

Paul Biya est autant absent dans son propre parti, même si en mars dernier, il a nommé des personnalités au Bureau politique, au Comité central et dans les instances départementales. Le Président n'a pas convoqué le congrès de son parti depuis 2016. Cette situation a poussé le militant Léon Thellier Onana à annoncer sa candidature à la présidentielle pour le compte du Rdpc. Des protestations ont été exprimées dans le sérail alors que le Sgpr recevait au palais présidentiel, du 1er au 8 juillet dernier, l'élite des dix Régions du Cameroun, pour préparer la candidature de Paul Biya à la présidentielle. De même, des critiques ont fusé après la création par Ferdinand Ngoh Ngoh d'un Comité stratégique de préparation de la campagne de Paul Biya.

Dans tous les cas, les oppositions désormais affichées entre les barons du régime, indiquent bien qu'il y a un manque de coordination formelle au sommet de l'Etat. Selon le Ministre démissionnaire Tchiroma, le chef de l'Etat est devenu « inaccessible », il y a une « impossibilité d'être en contact avec lui, pour discuter et partager ».

**Assongmo Ncedem**

Sérail

## Le système sert-il encore le président ?

Des contradictions apparaissent dans la mobilisation du Rdpc et ses soutiens, en vue de la présidentielle. Des barons nourrissent des appétits et affichent leurs rivalités. Le tabou est levé sur la capacité du chef à gouverner.

Radio France International est certainement la station de radio à ne pas zapper ces derniers jours au Cameroun. En moins de 24 heures, deux membres on ne peut plus importants du gouvernement camerounais et du parti au pouvoir le RDPC, y ont fait des passages très remarquables. Le fil d'Ariane: la candidature de Paul Biya, 92 ans dont 43 ans au pouvoir. A la manette, Christophe Boisbouvier, journaliste politique à RFI. René Sadi, Ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, est le premier à lancer les hostilités. Le 7 juillet dernier, il accorde une interview au média français. Interrogé sur la question d'une possible candidature de Paul Biya à un huitième mandat, sa réponse a laissé planer un doute : « Je ne suis pas un devin, pour vous le dire. Il se prononcera en son âme et conscience. Et c'est un homme d'une très grande clairvoyance, d'une très grande sagesse. C'est du 50/50 ».

Cette réponse a vite fait de laisser place aux supputations sur le malaise au sein du sérail. Bon nombre d'observateurs de la scène politique camerounaise affirment que des clans se seraient formés au sein de l'appareil étatique. Une idée que la sortie du Pr Jacques Fame Ndongo, Ministre d'Etat, Ministre de l'Enseignement supérieur, a consolidé au sein de l'opinion publique. Le lendemain 8 juillet, sur RFI et face au même journaliste, il a confirmé



Paul Biya, Fame Ndongo et René Sadi

sans hésitations la candidature du chef de l'Etat. « Je peux vous affirmer de manière péremptoire, qu'il est le candidat du Rdpc à l'élection présidentielle. Tout le reste n'est que supputations », a déclaré Jacques Fame Ndongo en revendiquant sa qualité de secrétaire à la communication du Comité central du Rdpc. Sur la contradiction avec René Sadi, il a ajouté : « je parle au nom du parti, pas au nom du gouvernement. Le Ministre Sadi, qui est un frère, un ami, parle au nom de l'Etat, au nom du gouvernement. » Ce n'est pourtant pas à René Emmanuel Sadi qu'on ferait la leçon sur le distinguo entre

le parti et le gouvernement, lui qui, avant d'intégrer l'exécutif, a été secrétaire général du Comité central du Rdpc, c'est-à-dire le patron administratif de cette formation politique.

### Parti-Etat

Dans son intervention sur RFI, Jacques Fame Ndongo a fait une déclaration forte : « Il n'y a pas de parti Etat. » Cette déclaration est conforme à l'esprit des lois camerounaises. Pourtant, la pratique a très souvent laissé entrevoir le contraire. Et les événements récents le prouvent encore à suffisance. Ferdinand Ngoh Ngoh, le Secré-

taire général à la présidence de la République (Sgpr), vient de boucler des consultations auprès des personnalités politiques des différentes régions. Ceci, dans le but de consolider les forces vives de ces Régions autour de la candidature de Paul Biya. Le Sgpr a créé pour cette occasion un comité stratégique qu'il pilote.

Pourtant, la déclaration de Fame Ndongo à RFI, sous-tend une claire séparation entre le parti politique au pouvoir et le gouvernement. Les actions menées par Ferdinand Ngoh Ngoh devraient être l'apanage de Jean Kuete, le secrétaire général du Comité central. Encore que le 25 mars dernier, le président national du parti, Paul Biya, a fait un vaste remaniement des membres du Comité central et des organes départementaux. Et dans ce remue-ménage, le Sgpr avait été « oublié ». Beaucoup y ont vu, sans doute à tort, un désaveu de la part de Paul Biya. Mais aujourd'hui, Ngoh Ngoh apparaît bien comme le patron du parti, et le plus enclin à prendre la suite de Paul Biya, tellement son pouvoir semble immense.

Des discours et des actes dissonants au sein du sérail, qui semble pris au dépourvu par le silence de Paul Biya à quelques mois de l'élection présidentielle.

A ces contradictions, s'ajoutent des voix qui s'élèvent au sein du RDPC pour refuser une nouvelle candidature de Biya. Léon Thellier Onana, conseiller municipal à la commune de Monatélé, a d'ores et déjà annoncé être le candidat du parti en octobre prochain.

**Guy Etom**

# Nouvelles dynamiques dans l'opposition

A côté de la vieille garde, il y a les nouveaux venus depuis quelques années. Si le radicalisme semble dépassé, la volonté de changement demeure.

Si l'opposition n'a rien pu faire face au pouvoir RdpC pendant les 30 dernières années, elle n'est pas restée statique. Au-delà de toute considération de partis politiques, nouveaux ou anciens, un phénomène transversal s'est produit dans le landerneau politique camerounais : le renouvellement des acteurs et l'émergence de nouvelles figures. Dans la grande famille upéciste restée fidèle aux idéaux des pères fondateurs, tout n'est pas perdu. Une jeunesse militante existe, bien que peu visible. Elle s'est formée auprès des anciens aujourd'hui disparus : Samuel Mack-Kit, Ndeh Ntumazah, Abanda Kpama ou encore Moukoko Priso. Quelques membres de cette vieille garde poursuivent l'œuvre de formation : Albert Moutoudou ou Alexis Ndema Same. D'autres vieux partis comme le Sdf et l'Udc, ont fait leur mue. Avant de mourir, Ni John Fru Ndi avait déjà cédé la place de candidat à un autre membre de son parti lors de la présidentielle de 2018. Joshua Osih avait certes obtenu le pire score du parti, mais depuis la mort de son mentor, il est devenu le Chairman du Sdf. Il repartira à la présidentielle 2025 avec plus d'expérience passée dans les institutions comme député. C'est le cas également de Patricia Tomaino Ndam Njoya qui portera la candidature de l'Udc. Une première pour ce parti qui avait toujours présenté son défunt leader, Adamou Ndam Njoya. Depuis le décès de celui-ci en 2020, sa veuve Patricia a pris la tête du parti et essaie d'écrire son propre nom. C'est une femme politique d'expérience qui a été députée, patronne du parti à l'Assemblée



Des leaders de l'opposition réunis en 2022 dans la plateforme pour la réforme consensuelle du système électoral.

nationale, avant de revenir diriger la Mairie de Foubam depuis 2020. Il ne lui reste que la candidature du parti à la présidentielle pour égaler son défunt époux. Les nouveaux partis ont naturellement fait émerger de nouvelles figures. La première est Maurice Kamto, président du Mrc depuis sa création en 2012, arrivé deuxième à la présidentielle de 2018, une place qu'avait toujours occupé l'opposant historique John Fru Ndi. Après avoir obtenu un député dès les élections législatives de 2013, le Mrc est aujourd'hui absent des institutions après avoir boycotté le double scrutin législatif et municipal de 2020. Le Mrc et son leader cristallise toujours les attentions et bénéficie d'une grande popularité dans les grandes villes, notamment Douala, malgré l'incarcération de ses militants et même de son Président en 2019. La figure de Maurice Kamto est plus ancienne dans l'espace politique. Il fut membre du gouvernement pendant

7 ans, avant de démissionner de ses fonctions en 2011. En 1992, l'universitaire avait participé à la campagne de l'Union pour le changement qui portait la candidature de John Fru Ndi à la présidentielle.

## Le pari jeune

Les figures jeunes les plus représentatives de l'opposition sont deux quarantennaires : Cabral Libii du Pcrn et Serges Espoir Matomba du Purs. Ils ont tous les deux annoncé leur candidature à la présidentielle de 2025. Ce sera leur deuxième tentative pour chacun d'eux après 2018. Cabral Libii avait bousculé la hiérarchie en se hissant au 3ème rang. Il devient député depuis 2020 et prend la tête d'un appareil politique, le Pcrn. Cabral Libii s'est fait un nom dans le mouvement étudiant, puis grâce à ses apparitions remarquées dans les médias, enfin par le biais de son Mouvement 11 millions d'inscrits muté en 11 millions d'électeurs. Il a été le candidat du parti Univers à la présidentielle de

2018. Serges Espoir Matomba quant à lui, a été élu conseiller municipal à Douala IV en 2013, puis réélu en 2020. Il est Grand conseiller à la Mairie de la ville de Douala. M. Matomba est apparu sur la scène politique avec le Purs en 2013, avec un background d'hommes d'affaires.

Le parti Univers du Pr Prosper Nkou Mvondo joue volontiers le rôle de rampe de lancement à des opposants. Après Cabral Libii en 2018, le parti a accepté de porter la candidature de Me Akere Muna, devenu une figure politique après une riche carrière d'avocat et dans la société civile internationale, notamment comme leader anti-corruption au niveau mondial. Il a occupé de hautes fonctions à Transparency International, à l'Union africaine ou encore à la Banque africaine de développement. En 2018, Akere Muna s'était présenté sous la bannière du mouvement Now puis s'est désisté au dernier moment pour soutenir Maurice Kamto. Le nom Muna appartient à l'une des plus grandes familles du Cameroun, fondée par Solomon Tandeng Muna, politicien de la première heure dans le Cameroun colonial Britannique. Il a connu une riche carrière qui le conduisit à la Présidence de l'Assemblée nationale.

## Nouvelles dynamiques

Le Pcrn n'était qu'un petit parti politique confiné dans la région de l'Extrême Nord. Le parti a acquis une stature nationale depuis qu'il a ouvert ses portes à la vague portée par le jeune Cabral Libii. Malgré les désaccords apparus avec le président fondateur, Robert Kona, l'alliance a été bénéfique pour Cabral Libii et le parti. La même dynamique semble exister au parti Univers dont le leader, le Pr Nkou Mvondo, n'hésite pas à accompagner tout leadership qui se présente. Le même d'état d'esprit

fut à l'œuvre lorsqu'Akere Muna désista en faveur de Kamto en 2018.

Il existe dans l'opposition aujourd'hui, des tendances lourdes. Au rang des têtes d'affiche générationnelles, il y a Cabral Libii et Serge Espoir Matomba en qui peuvent se reconnaître les jeunes et toutes les personnes désireuses de voir une transition générationnelle. Maurice Kamto est aussi en tête d'affiche générationnelle car, malgré ses 71 ans, il offre un profil plus consensuel avec une base de supporters plus diversifiée au niveau de l'âge. L'autre tendance est la diversification territoriale. Les jeunes partis et les nouvelles figures travaillent pour sortir du piège des fiefs ou des ghettos électoraux dans lequel le jeu politique a historiquement enfermé l'opposition. Le RdpC, le parti au pouvoir, était le seul capable de faire le maillage du territoire national, et n'avait pas de concurrence dans certaines localités ou alors pouvait compter sur des partis satellites localisés.

La troisième tendance est la possibilité des alliances programmatiques. Constatant l'échec historique des alliances autour de personnalités, Cabral Libii et Serges Espoir Matomba avaient appelé à des alliances autour de projets communs. C'est le sens à donner aux initiatives comme l'Alliance pour une transition pacifique (Atp), lancée en 2024 par Olivier Bilé, ou encore le Groupe de Douala créé il y a plusieurs semaines par Sam Mbaka, Anicet Ekane et l'universitaire Abah Oyono. L'objectif affiché est de rassembler les partis d'opposition, la société civile et d'autres acteurs intéressés par des questions électorales, afin de trouver un accord sur le nouveau Cameroun à venir.

**Assongmo Necdem et Oliver Mbessité**

## Tripartite de 1991

# Le marché de dupes

Le consensus minimum obtenu dans la classe politique a été vidé par le Pouvoir qui a très peu appliqué les résolutions issues de ce grand dialogue.

La rencontre tripartite de 1991 visait à décrire le climat socio politique pour d'une part, restaurer l'harmonie dans le pays, et d'autre part, penser la réforme constitutionnelle pour asseoir et consolider l'Etat de droit, la démocratie. Une évaluation de la tripartite a été initiée en 2017 par Adamou Ndam Njoya, le leader de l'Udc. Dans cette perspective, les participants ont constaté qu'un comité technique avait été mis sur pied pour élaborer le projet de la nouvelle Constitution à soumettre pour approbation lors de la seconde tripartite. A cette fin, un comité technique devrait être mis en place. Ce dernier devrait comprendre des experts issus des partis politiques, de la société civile et du gouvernement. Une nouvelle Constitution devait affirmer les principes démocratiques forts et consacrer l'Etat unitaire décentralisé. Elle devrait consacrer la répartition des pouvoirs entre l'Etat central et les collectivités locales par l'instauration d'un pouvoir régional.



En 1991, l'opposition tenait la rue et revendiquait la conférence nationale souveraine. Elle a obtenu la conférence tripartite.

La nouvelle loi fondamentale devait aussi garantir une véritable séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire), créer les nouvelles institutions comme la Cour constitutionnelle, la Cour des comptes, le Conseil d'Etat, le Sénat, la Haute autorité de la Communication et la Haute autorité de la Fonction publique. Un des points clés serait la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux au

maximum. La durée serait maintenue à 5 ans. Aussi, l'élection présidentielle se déroulerait-elle à deux tours. Le projet de constitution devrait être soumis au référendum populaire pour adoption finale. Aucune élection ne devrait se tenir ni avant la seconde tripartite, ni avant l'adoption et la promulgation de la nouvelle Constitution. Au lendemain de la tripartite de 1991, un comité comprenant le

gouvernement, l'opposition et la société civile, avait été constitué pour faire le suivi de l'application concrète de tous les engagements constitutionnels. Le pouvoir en place appliquera les résolutions à son rythme et choisira uniquement celles qui lui semblent favorables. Ainsi, la décentralisation introduite dans la loi constitutionnelle de 1996, basée sur le principe de l'Etat unitaire, connaîtra une implémentation tardive et en demi-teinte. Il a fallu l'éclatement d'une crise sociopolitique dans les régions anglophones en 2016 pour que le gouvernement se décide à accélérer la mise en œuvre de la décentralisation. La Cour constitutionnelle a été remplacée par un Conseil constitutionnel qui, depuis sa mise en place, essuie les critiques sur l'indépendance de ses membres nommés par le président de la République. En lieu et place d'une Cour des comptes, les Camerounais se contentent d'une Chambre des comptes logée à la Cour suprême. Le projet de la Haute autorité de la communica-

tion a cédé place au Conseil national de la communication placé sous la tutelle du gouvernement. A ce jour, il n'y a toujours pas de Conseil d'Etat, pas de Haute autorité de la Fonction publique. Beaucoup d'observateurs estiment que la séparation des pouvoirs n'est pas réellement existante, la Constitution ayant plutôt consolidé la suprématie de l'Exécutif et du Président de la République. Le Sénat mis en place reste une chambre d'enregistrement, plombée par le profil des 30% des membres nommés par le président de la République. Le tour de force le plus important a été la modification de la constitution en 2008 pour lever la limitation du mandat présidentiel. Depuis lors, Paul Biya, qui était censé quitter le pouvoir en 2011, a déjà bénéficié de deux autres mandats de 7 ans, et est à nouveau annoncé pour la présidentielle d'octobre prochain. Les incertitudes d'aujourd'hui sont en partie liées à ce long règne qui, sans scrupules, s'est joué des gentlemen agreement passés avec la communauté nationale.

**Bertin Bidja**

# Manoka ou l'origine du malheur de l'Afrique

Dans un récit mythique qui emprunte aux peuples de la côte, le metteur en scène Martin Ambara signe le cri de révolte face à l'assujettissement historique du continent. La pièce a été jouée en Allemagne par des Blancs avant d'être reprise au Cameroun par des Noirs.



Hervé Keedi dans le rôle de Frankenstein et Joys Sa'a qui incarne la jeune Jengu.

Pour revisiter 600 ans de servitude des Africains, il a fallu recréer le décor du Laboratoire de théâtre de Yaoundé, Othni. Derrière le rideau noir couvrant le portail d'enceinte, on a mis du feu, brûlant dans des récipients sur trépied disposés dans la cour. L'espace ainsi remodelé, sous un éclairage ancien, plonge l'imagination dans les forts de la traite négrière construits sur les côtes africaines, où tant de drames humains se sont noués. La mise en scène réussit à donner une ambiance particulière à la pièce qui se joue de nuit. Ce n'est guère fortuit de faire débiter la représentation dans un extérieur conçu comme le prolongement de la scène qui se déroule d'abord à la belle étoile, avant de gagner les planches à l'intérieur. Dehors, les roulements du tambour se mêlent aux battements du tam-tam, ainsi qu'aux sons de la castagnette et de la clochette. Dans la pénombre, les comédiens ne jouent pas que de la musique ; ils chantent et dansent aussi sur un rythme endiablé qui plonge immédiatement dans l'univers musical des peuples de la côte camerounaise. Ce décor finit par se vider lorsque le spectacle se déporte en salle. C'est sur l'île de Manoka, dans l'estuaire du Wouri, aux larges du Cameroun, que Martin Ambara est allé cette fois trouver le matériau historique nécessaire pour faire du théâtre mythique. Voici la pièce « *Manoka Express* » dont la trame se noue au fond de l'océan et dans le monde de la surface. La mise en scène fait place à une cosmogonie dans laquelle l'eau et la figure féminine sont au cœur de la création. Au commencement en effet, Nyambe, l'unique chose existante, fit tomber la grande pluie inaugurale pendant des jours et des nuits. La Terre fut alors créée pour recueillir les eaux tombées. Il y eut les eaux d'en haut à la surface, et les eaux d'en bas. De ces profondeurs maritimes,

surgit Ekwamouato, la première femme, une sirène si belle que Nyambe épousa sa propre créature. C'est cette femme-sirène que le Créateur féconda afin que, de son ventre, sortît l'ensemble de la création : les herbes, les arbres, les animaux de l'eau, ceux des airs, ceux de la savane et de la forêt, les humains et les Miengu qui sont les sirènes. La mer fut donnée aux sirènes comme lieu d'habitation ; et la surface de la terre aux humains. Ainsi fut créé le Mutangari, sanctuaire des humains et des sirènes. Leurs deux mondes s'unirent à jamais par la progéniture née de l'idylle entre une sirène (Jengu) et Njomalè l'humain. La mère emmena avec elle deux enfants et en laissa deux autres sur la surface. Nyambe fut témoin de cette histoire, lui qui est à la fois soleil et lune, et veille sur les deux mondes le jour comme la nuit.

## Ngondo

Martin Ambara s'est si bien approprié cette cosmogonie qu'il lui donne vie à sa manière dans une expression théâtrale sans cesse déroutante. La scénographie est calquée sur le Ngondo chez les Sawas, peuples de la côte au Cameroun. Cette référence se lit à travers un décor en noir et blanc, des chants et des danses dont on devine aisément l'Essewe. Il y a aussi la calebasse ramenée du fond des eaux par un messenger, les répliques en duala, sans compter les bruitages et la lumière bleue qui créent un univers aquatique grâce au savoir-faire de la régie assurée par Rosine Nkem. Le génie créateur de l'artiste reprend droit de cité avec un éclairage où le rouge et le bleu des lumières se succèdent en fonction des points de tension de la représentation. Le fictionnel, c'est aussi le Mutangari, sanctuaire imaginaire et espace physique du récit mythique.

Dans cette mise en scène, le talent de l'artiste s'exprime par

ailleurs dans cette façon de casser les codes en imposant un théâtre qui met en résonance le jeu d'acteur classique, la danse, le chant, la musique, etc. Le théâtre chez Ambara, exprime cette ontologie du Négro-africain qui perçoit le monde comme un tout ; les arts étant dès lors imbriqués. Sur les planches, le talent des comédiens seul n'aurait pas suffi au regard de la débauche d'énergie requise dans une pièce aussi physique. Le défi était aussi de réussir les chorégraphies pensées par Moadà Yakana qu'on ne présente plus. Pari tenu par les onze acteurs lors des représentations faites au Cameroun pour la première fois. C'était les 22, 23, 28, 30 et 31 mai 2025 à Othni. Les comédiens ont en commun d'appartenir à la même promotion de l'académie de ce laboratoire, excepté Hervé Keedi dont le talent a convaincu le metteur en scène. Son jeu commence d'ailleurs à devenir une référence dans le circuit, surtout depuis sa prestation dans « *Le procès du père Likibi* », une pièce du doyen David Noudji. Les profils divers des comédiens permettent de réussir le patchwork artistique recherché. Katch Will est aussi musicien, lui qui incarne le Grand Prêtre. Chez Joys Sa'a, il y a l'expérience acquise sur les scènes de musique et quelques plateaux de cinéma au Cameroun. Engagé dans cet art fondamental depuis plus de 30 ans, Martin Ambara continue donc d'imprimer son empreinte en mêlant éclectisme et théâtre mythique. La dernière en date est la pièce « *Nnang Ndenn Bobo* » jouée les 10, 11 et 12 avril 2025 à l'occasion des 15 ans du laboratoire Othni que le metteur en scène a créé et anime. Cette représentation est une adaptation d'un important texte de la mythologie ekang au Cameroun. Un texte connu sous la plume de René Philombe d'heureuse mémoire. Avant il y a eu « *L'Empire des héroïques* » en 2004 et « *Mvett*

*Beyeme* » en 2001, sans compter d'autres créations comme « *Osi-riades S.G.* », « *Gilgamesh* » et « *Al Muphasa* ».

## Trop de squelettes sous la mer

Au-delà du récit mythique, l'artiste met en avant chaque fois des thématiques actuelles. Il y a comme un cri de révolte dans « *Manoka Express* » qui met à nue l'asservissement de l'Afrique par l'Occident depuis le premier contact jusqu'à nos jours : esclavage, colonisation, néo-colonisation, guerres, réécriture de l'histoire de l'Humanité et effacement de l'Afrique de la mémoire universelle. L'île de Manoka peut donc se trouver où se raconte cette rencontre douloureuse avec ceux-là qui sont venus par la mer, ont mis aux fers les peuples d'Afrique et leur ont arraché jusqu'à leur

qualité d'être humain. C'est le sens à donner à cette harangue répétée à tue-tête dans la pièce : il y a trop de squelettes sous la mer. Puis il y a cette mise en garde : arrêter les violences sinon la colère du monde d'en bas va s'abattre.

Contrairement à la scénographie du Ngondo, c'est une fille qui revient des profondeurs de l'eau avec ce message reçu de Ngonà Mulende, descendante de la première femme-sirène Ekwamouato. La jeune messagère est quant à elle une enfant de la surface, dernière représentante du Mutangari, sanctuaire des humains et des sirènes. Le message, elle va le porter à cet Occident oppresseur incarné par un Frankenstein arrogant et méprisant joué avec charisme par Hervé Keedi. Il finit pourtant par rendre les armes devant la jeune Jengu. Oui elle a réussi sa mission, et a fait dans le même temps son voyage initiatique qui l'a amenée à découvrir ses origines, son passé douloureux et son identité, puis à trouver enfin ses repères. Tel semble être le destin de tout enfant d'Afrique. La pièce « *Manoka Express* » n'est pas qu'une fiction sur les rapports Afrique-Europe. Dans la réalité, cette création est le fruit d'une collaboration avec le théâtre occidental. Les premières représentations ont été faites en Allemagne, notamment à Mönchengladbach en 2023, puis à Krefel en 2025. Les acteurs étaient Blancs. A cette occasion, la scénographie et les costumes avaient été pensés par la Française Emilie Cognard. Pour les représentations de la pièce au Cameroun, les costumes ont été transportés au Cameroun pour une mise en scène légèrement modifiée. Les acteurs étaient des Camerounais qui jouaient leur propre histoire. La différence s'est ressentie dans le jeu.

**Assongmo Necdem**



**Siège Social:** Yaoundé- Cameroun  
Tel: (237) 698 432 700 / 675 170 921

**Directeur de la publication**  
TIENTCHEU KAMENI Maurice  
**Directeur de la rédaction**  
ASSONGMO NECDEM

**Rédaction**  
BIDJA Bertin, MBESSITE Olivier,  
TCHAKAM Marc, Alain LEUWAT  
Guy ETOM, Franklin ONANA

**Infographie**  
NOUGUEN Steve

**Imprimerie**  
Le localier

**Direction commerciale**  
TIENTCHEU Jean-Paul,  
NGABA Françoise,  
NKUITCHOU Joel

Football féminin

# Lékié FF sacré champion du Cameroun

L'équipe a remporté le titre de la Guinness Super League 2024-2025 à l'issue d'une ultime journée électrique.



Lekie FF

**R**elégué à un point du leader FC Ebolowa FF avant la dernière levée, le club des environs de Yaoundé s'est offert un dénouement proprement spectaculaire, alliant performance et suspense pour soulever le trophée tant convoité. Dans les jours qui ont précédé le dénouement, la tension montait autour du championnat. Les filles de Lékié FF, solides mais souvent en retrait, n'avaient plus leur destin entre leurs mains. Face à Cyclone FC, la mission était claire : gagner coûte que coûte. Mais cela ne suffisait pas. Il leur fallait en parallèle prier pour une défaillance

de leurs rivales de FC Ebolowa FF, jusque-là favorites.

Sous une chaleur lourde et un public en ébullition au stade du Centre technique de la Fécafoot à Odza, l'équipe de Lékié FF débute la rencontre avec détermination. Dès l'entame, elle investit le camp adverse avec intensité : pressing haut, circulation fluide du ballon, transitions rapides. L'ouverture du score survient dès le quart d'heure sur un pressing payant, transformé avec sang-froid. À ce moment, le stade explose, conscient que l'objectif est désormais à portée.

La pluie de buts est ensuite ininterrompue : des enchaînements technique-physiques smoothés, une finition devant le but. À la pause, le score est déjà flatteur, 3 0. En seconde période, malgré la fatigue et la pression grandissante, Lékié gère la rencontre avec maestria : deux nouveaux buts viendront sceller un triomphe éclatant, un 5 0 fleuve qui laisse Cyclone FC sans réaction.

## L'effondrement surprise de FC Ebolowa

Pendant ce temps, à l'autre bout de la ville, au stade militaire de Ngoa Ekelle, la

confrontation entre Vision FA et le FC Ebolowa FF attire tous les regards. Observateurs et supporters sont persuadés qu'un match nul suffira aux visiteuses pour remporter le titre. Cependant, le terrain offre un tout autre scénario. Les joueuses de Vision FA, volontaires et inspirées, prennent l'avantage. Ebolowa réagit, réduit la marque et ramène l'espoir en revenant à 2 2 en début de seconde mi temps.

Mais le sort bascule. À l'approche du dernier quart d'heure, Vision FA déclenche un contre fatal. Ebolowa craque mentalement, concédant un troisième but destructeur à 10 minutes du terme de la rencontre. Malgré les tentatives tardives de révolte, le score en restera là : 3 2 pour Vision FA.

Lorsque le coup de sifflet final retentit dans les deux rencontres, le classement est littéralement chamboulé. Avec cette large victoire, Lékié FF s'arrose la première place du championnat, avec un point d'avance. Les joueuses, entourées par le staff, la direction et un public en délire, célèbrent un sacre historique : la cinquième édition de la Guinness Super League, acquise de haute lutte.

Cette consécration n'est pas un hasard. Au-delà de cette dernière performance étincelante, c'est bien la régularité et la détermination du groupe qui ont fondé leur succès. Tout au long de la saison, Lékié FF s'est imposé comme un prétendant sérieux, engrangeant des victoires décisives et évitant les faux pas. Mais c'est dans l'adversité, à ce moment décisif, que le véritable caractère d'une équipe se révèle. Et les Lionnes de Lékié ont su faire preuve de solidité, de sang-froid et d'un mental d'acier. Après avoir gagné la Coupe du Cameroun et la super coupe, Lekie FF succède à Ebolowa FC et ajoute à son escarcelle la Guinness Super League.

Guy Etom

## Coupe Cemas de Nanbudo 2025

# Le Cameroun rafle toutes les médailles d'or

Évoluant à domicile au Palais des sports de Yaoundé les 5 et 6 juillet 2025, les athlètes camerounais ont fait une razzia face à leurs adversaires du Tchad, de la Centrafrique et du Burundi invités.

**D**ans une démonstration de force et de cohésion, le Cameroun a remporté 18 médailles d'or, soit l'intégralité des titres attribués lors de cette 5ème édition. Au bout de deux jours de joutes, c'est la consécration : l'équipe nationale confirme sa suprématie dans cette discipline, portée par une jeunesse et un encadrement qui vient de faire ses preuves.

Un facteur explique ce carton plein : la relève camerounaise. Les jeunes athlètes ont su allier aisance technique et mental de champion dans chaque kata et combat. Ceci a permis au Cameroun de rafler l'or sur toutes les catégories, illustrant une préparation sérieuse et un engagement total.

Au-delà du podium, l'enjeu était clair : préparer les esprits et les organismes en vue du Championnat du monde de Nanbudo 2026 que le Cameroun accueillera. Le tournoi Cemas servait de tremplin pour identifier les champions de demain, ceux qui porteront la fier-



La team Cameroun avec les officiels de la compétition.

té nationale sur la scène mondiale. Le succès observé confirme que le plan fonctionne, avec des médailles qui résonnent bien plus loin que les frontières sous-régionales.

Au-delà de la performance, l'événement a pris des allures de célébration : fair-play, respect entre

athlètes, regards complices et encourageants entre les délégations, applaudissements du public, etc. Le spectacle a su fédérer du beau monde. Ce tournoi a également donné lieu à des échanges techniques, un partage de savoir-faire et une solennelle promesse d'unité

régionale. Le Nanbudo, discipline à la croisée des arts martiaux et de la tradition, a servi de vecteur à la solidarité au cœur des pays Cemas. La Coupe Cemas 2025 s'achève, mais la flamme ne s'éteint pas. La 6ème édition, prévue à Bangui en République Centrafricaine en 2027, s'annonce déjà comme un rendez-vous historique pour consolider les liens tissés entre les nations participantes, dans un esprit de camaraderie et d'excellence.

En conclusion, le Cameroun a signé une performance exemplaire : 18 médailles d'or en deux jours, une organisation au cordeau et des perspectives ambitieuses à l'horizon. Alors que les regards se tournent vers 2026 et 2027, la région Cemas s'affirme de plus en plus comme un foyer dynamique pour le Nanbudo – un sport où la technique, le respect et l'esprit d'équipe s'unissent pour forger des victoires collectives. Cette édition 2025 restera dans les annales comme une véritable démonstration que le Cameroun n'est pas simplement un bastion national, mais bien la locomotive du Nanbudo en Afrique Centrale.

G.E.



INSTITUT UNIVERSITAIRE  
UNIVERSITY INSTITUTE

**SIANTOU**

*L'Ecole des Majors*

ESTIS

ESMS

E4S



Classée  
**1ère**  
Institution  
d'Enseignement Supérieur  
du Cameroun



6 5 0 9 2

**DIPLÔMES PRÉPARÉS**

- BTS - HND
- LICENCE PROFESSIONNELLE
- LICENCE PROFESSIONNELLE BAC
- LICENCE TECHNOLOGIQUE (NEW)
- MASTER PROFESSIONNEL
- MASTER PROFESSIONNEL MAS
- MASTER TECHNOLOGIQUE (NEW)
- DIPLÔME D'INGÉNIEUR
- M.B.A (NEW)
- CAPACITÉ EN DROIT
- FORMATIONS PROFESSIONNELLES SANS LE BAC
- CERTIFICATIONS

**DOMAINES**

- Commerce-Gestion-Droit
- Information-Communication-Culture
- Tourisme-Hôtellerie-Sciences Sociales
- Eau et Environnement
- Industrie et Technologie
- Technologie de l'Information et de la Communication (TIC)
- Agropastoral
- Santé et Paramédicale



**TUTELLES ACADEMIQUES**



3 CAMPUS : MVOG-MBI - CORON - BITENG

YAOUNDÉ - CAMEROUN

*Depuis 1991, l'excellence*